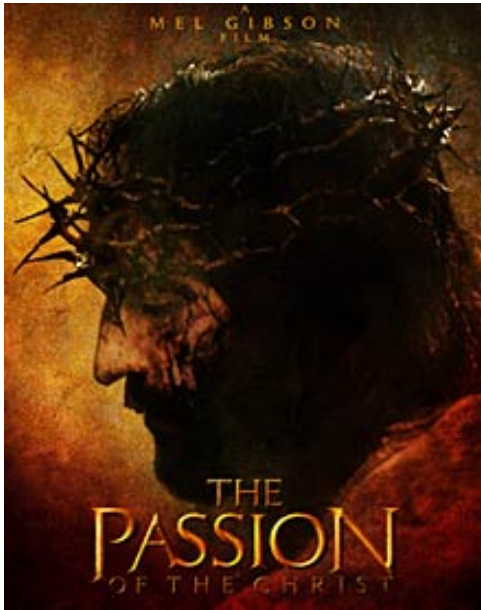


LA PASSION DU CHRIST, SELON MEL GIBSON

L'implosion de l'alliance judéo-chrétienne



Aux États-Unis, une organisation sioniste, l'Anti-Defamation League, a tenté de contraindre le réalisateur Mel Gibson de modifier son film *La Passion du Christ* afin qu'il ne ranime pas l'antijudaïsme chrétien. Dans son zèle, ce groupe a remis en cause certains passages des Évangiles. Or c'est sur une lecture littérale de la Bible que s'est fondée l'alliance des chrétiens évangélistes pour Israël qui a porté George W. Bush au pouvoir. Profitant de cette erreur, l'Opus Dei a mobilisé catholiques et évangélistes pour défendre le film et bouleversé l'échiquier politico-religieux. Au clash des civilisations, opposant « le monde arabo-musulman » au « monde judéo-chrétien », se substitue la vieille querelle entre juifs et chrétiens.

page 2

Dénonciation internationale du « Mur »

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Le mur d'annexion du gouvernement Sharon est attaqué de toutes parts dans la presse internationale. Le *Guardian* ouvre ses colonnes à Marouf Zahran, maire d'une ville de Cisjordanie, afin qu'il témoigne de ses conséquences pratiques. Le négociateur palestinien Saeb Erekat souligne dans *l'International Herald Tribune* que l'avis de la Cour internationale de Justice clarifiera le droit. Dans le *New York Times*, Noam Chomsky affirme que ce mur participe d'une politique d'apartheid.

page 6

REPÈRE : 24 FÉVRIER 1998

Les joujous bactériologiques de l'extrême droite états- unienne

Le 24 février 1998, le tribunal de Las Vegas relâche le lieutenant colonel Larry Wayne Harris ainsi que William Leavitt, tous deux membres de l'organisation paramilitaire néo-nazie Aryan Nations. Les deux militants d'extrême droite avaient été arrêtés trois jours auparavant en possession de fioles contenant de la poudre d'anthrax. Harris, microbiologiste de profession, avait déjà tenté en 1995 d'obtenir des souches du virus de la peste bubonique. Le 11 septembre 2001, CNN annonce qu'après les attentats de New York et Washington, Al Qaïda s'appête à attaquer les États-Unis avec de l'anthrax. Dans les semaines suivantes, le mystérieux envoi de cinq enveloppes contenant de l'anthrax militarisé entretiendra l'hystérie nationaliste justifiant l'invasion de l'Afghanistan et aboutissant au vote de l'USA Patriot Act. Le FBI et la CIA continuent de prétendre qu'Al Qaïda est à l'origine de ces envois... ■



LE COMMANDO 121 SUR LA TRACE DE BEN LADEN

Le Pentagone qui avait mis en scène la prétendue arrestation de Saddam Hussein par le commando 121 du général Boykin (alors que le président irakien avait été arrêté par les forces kurdes et vendu à la Coalition) prépare une mise en scène identique pour Oussama Ben Laden et le mollah Omar. Des fuites savamment orchestrées ont fait savoir à la presse que les fuyitifs avaient été « repérés » au Pakistan et que le président Musharraf avait autorisé les États-Unis à intervenir sur son territoire. Puis, les mêmes sources ont indiqué que le commando 121 était transféré cette semaine d'Irak au Pakistan.

Oussama Ben Laden est accusé d'être un ancien agent de la CIA qui se serait retourné contre les États-Unis et aurait organisé les attentats du 11 septembre. Sa « capture » serait de nature à renforcer George W. Bush en pleine campagne électorale.

La Passion du Christ, selon Mel Gibson

L'implosion de l'alliance judéo-chrétienne

Aux États-Unis, une organisation sioniste, l'Anti-Defamation League, a tenté de contraindre le réalisateur Mel Gibson de modifier son film *La Passion du Christ* afin qu'il ne ranime pas l'antijudaïsme chrétien. Dans son zèle, ce groupe a remis en cause certains passages des Évangiles. Or c'est sur une lecture littérale de la Bible que s'est fondée l'alliance des chrétiens évangélistes pour Israël qui a porté George W. Bush au pouvoir. Profitant de cette erreur, l'Opus Dei a mobilisé catholiques et évangélistes pour défendre le film et bouleversé l'échiquier politico-religieux. Au clash des civilisations, opposant « le monde arabo-musulman » au « monde judéo-chrétien », se substitue la vieille querelle entre juifs et chrétiens.



La Passion du Christ, film hollywoodien écrit et réalisé par Mel Gibson sortira en salle aux États-Unis et au Royaume-Uni, le 25 février 2004. Pour Abraham Foxman, directeur exécutif d'une puissante organisation juive, l'Anti-Defamation League (ADL), « *Le film présente sans ambiguïté les autorités juives et la foule juive comme les responsables de la décision de crucifier le Christ. Nous sommes très concernés par le film qui, s'il est présenté dans sa version actuelle, alimentera la haine, la bigoterie et l'anti-sémitisme que de nombreuses Églises responsables se sont appliquées à répudier.* » En quelques semaines, la polémique a pris des proportions inégalées aux États-Unis et fait voler en éclats l'alliance politique des chrétiens fondamentalistes avec les organisations sionistes.

L'acteur australien Mel Gibson est connu pour ses rôles dans *Mad Max* et *L'Arme fatale*. Il s'est tardivement converti au catholicisme, dont il professe une version traditionnelle. Il a investi 25 millions de dollars pour la réalisation de ce projet qu'il considère avoir réalisé sous l'inspiration de l'Esprit Saint.

Le Centre Wiesenthal lance la polémique

Le 7 mars 2003, le *Wall Street Journal* publie un éloge du film sous la signature du directeur du puissant réseau de télévision de Mère Angelica.

Le même jour, le Centre Simon Wiesenthal publie un communiqué [1], de son fondateur, le rabbin Marvin Hier, réagissant à un article à paraître le surlendemain dans le *New York Times* et dont il avait eu connaissance à l'avance. Le célèbre rabbin, lui-même producteur de films documentaires sur la Shoah, déclare être concerné si « *comme je le lis, l'objet du film est de miner les réformes de Vatican II. Ce conclave [sic] historique du Vatican ne s'est pas contenté de changer la langue dans laquelle la messe était célébrée, mais a traité de nombreux sujets difficiles, notamment le rejet de l'idée selon laquelle les juifs seraient collectivement responsables de la mort de Jésus. La simple vérité est que la crucifixion était un supplice romain, non pas juif, et que Rome contrôlait Jérusalem, pas les juifs.* »

Immédiatement repris par de nombreux médias, ce communiqué lance la polémique. Il est d'autant plus surprenant que le film n'est pas encore terminé et que l'article qu'il commente à l'avance ne traite pas de cette question. Le reporter Christopher Noxon y dresse un portrait de Mel Gibson en catholique intégriste, attaché à la messe en latin, et rappelle les positions négationnistes de son père, le pamphlétaire Hutton Gibson [2]. Le Centre Wiesenthal se prononce donc par déduction, ou sur la foi d'informations non publiées, considérant *a priori* qu'une œuvre d'un catholique attaché à la messe en latin ne peut que raviver l'antijudaïsme. Il choisit de porter la polémique non seulement sur la question de la responsabilité collective et de l'antisémitisme, mais aussi sur la question de savoir qui a tué Jésus, ce qui ouvre un débat sur les Évangiles eux-mêmes.

Sous le feu de l'Anti-Defamation League

Peu après un groupe informel judéo-catholique co-présidé par Eugene Fisher de la Conférence épiscopale des États-Unis et par le rabbin Eugene Korn de l'Anti-Defamation League du B'nai B'rith (ADL), se fournit illégalement un synopsis de l'œuvre [3]. Ce groupe, très activiste, entend expurger le christianisme de tout élément antisémite ou sexiste. Il adresse un rapport confidentiel à Mel Gibson sur les risques de réactivation de l'antisémitisme par son film et lui demande d'opérer diverses modifications. Devant son refus, ce groupe suscite un article dans le *Los Angeles Times* qui reprend les arguments du rabbin Marvin Hier et accuse sans ménagement le film de Gibson d'antisémitisme, cette fois en s'appuyant sur le synopsis [4].

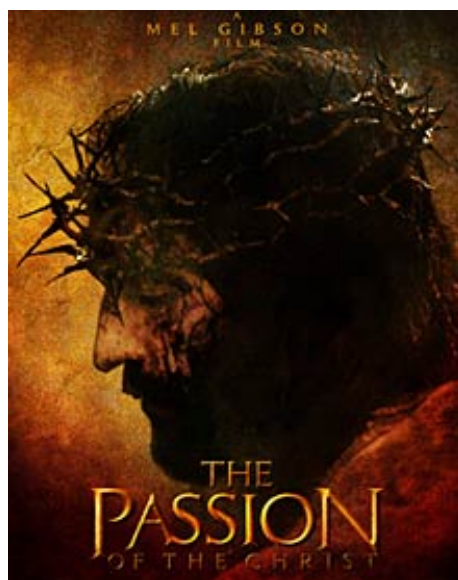
Le chantage exercé par ce groupe informel est révélé par l'agence de presse Zénit, le 30 mai [5]. Cette agence, qui appartient aux **Légionnaires du Christ**, une congrégation catholique d'extrême droite, avait publié la première interview de Gibson sur ce film et semble proche de lui. Devant le scandale, la

Conférence épiscopale désavoue le groupe et, pour préciser son point de vue, renvoie à une ancienne note intitulée *Critères d'évaluation de la théâtralisation de la Passion* [6], dans laquelle elle condamne toute interprétation antisémite des Évangiles. Mais cette tentative d'apaisement ne suffit pas à stopper la polémique, l'Anti-Defamation League veillant à de multiples reprises dans la presse d'extraits de son rapport « confidentiel ».

Diverses personnalités montent cependant au créneau pour défendre Gibson, dont David Klinghoffer [7] dans la revue juive new-yorkaise *Forward* et Mgr Charles Chaput, archevêque capucin de Denver, dans le *Denver Catholic Register* [8]. L'enjeu de la polémique n'est plus de savoir si le film est ou non antisémite, mais si le rapprochement judéo-chrétien implique une censure des passages des évangiles susceptibles d'alimenter l'antisémitisme. Or, les chrétiens sionistes, qui rassemblent des évangélistes et les baptistes du Sud derrière George W. Bush, se reconnaissent dans une lecture fondamentaliste des Écritures. Ils interprètent le mot Israël dans la Bible comme désignant l'État d'Israël actuel et voient dans le clash des civilisations, cher aux néo-conservateurs, la réalisation prophétique de l'Armagedon.

L'Opus Dei prend l'affaire en main

C'est dans ce contexte que les 5 et 6 décembre 2003, le co-producteur du film Steve McEveety organise une projection privée à l'attention de Jean-Paul II. Il dispose déjà d'appuis influents à la curie, notamment de S. Ém. Dario Castrillon Hoyos et du dominicain Joseph Augustine Di Noia, bras droit du cardinal Joseph Ratzinger (numéro 2 du Saint-Siège). La projection est arrangée par le secrétaire particulier du pape, Mgr Stanilaw Dziwisz, et un jeune assistant du



réalisateur, Jan Michelini. Ce dernier est le fils d'Alberto Michelini, ancien porte-parole de l'Opus Dei en Italie et actuel député de Forza Italia. Jan a été le premier nouveau-né baptisé par Jean-Paul II lors de son accession au pontificat. À partir de ce moment, l'affaire est prise en main par l'Opus Dei qui va en faire une arme politique majeure.

À l'issue des projections, le pape manifeste son émotion et sa satisfaction. Son directeur de communication, Joaquin Navarro-Valls, incite par email les producteurs à le faire savoir. Des citations précises apparaissent sous la plume de Peggy Noonan [9] dans le *Wall Street Journal*. L'une d'entre elle, « C'est comme c'était », sert même de titre à son article [10]. Désormais, s'en prendre au film, c'est s'en prendre au pape et Jean-Paul II est le défenseur des Évangiles face aux prétentions de l'ADL. Le débat public dégénère, particulièrement dans le *New York Times* qui apparaît comme l'organe officieux de l'Anti-Defamation

League. Avec une hypocrisie consommée, Joaquin Navarro-Valls apporte un démenti aux allégations du *Wall Street Journal*, en indiquant que le Saint-Père ne s'exprime pas en public sur des œuvres artistiques [11]. Ancien porte-parole de l'Opus Dei en Espagne, Navarro-Valls est psychiatre, spécialiste des manipulations de foules.

Le clash des civilisations laisse la place à la lutte entre juifs et chrétiens

En quelques semaines, l'affaire tourne à l'affrontement entre organisations religieuses aux États-Unis. Le temps n'est plus aux subtilités. L'alliance entre protestants évangélistes et juifs sionistes, patiemment forgée en deux décennies, vole en éclats. La Guerre des civilisations (judéo-chrétiens contre musulmans) s'efface devant le retour des vieilles guerres de religion (chrétiens contre juifs). Catholiques et protestants mobilisent leurs réseaux derrière le pape pour promouvoir le film de Gibson contre la censure de l'Anti-Defamation League. Le Saint-Siège reprend ses « droits », lui qui s'est fait voler le leadership chrétien par George W. Bush et s'est vu imposer les deux guerres du Golfe.

[1] *Wiesenthal Center on Gibson Film : going back to pre-Vatican II may give rise to antisemitism*, Communiqué du Simon Wiesenthal Center, 7 mars 2003.

[2] « Is the Pope Catholic... Enough ? » par Christopher Noxon, *The New York Times*, 9 mars 2003. Christopher Noxon est journaliste au *Los Angeles Times*. Cet article avait été refusé par son journal, puis par *Vanity Fair* avant d'être publié par le *New York Times*.

[3] Selon Eugene Fisher le synopsis serait parvenu anonymement par courrier postal au rabbin Yehiel Poupko de Chicago.

[4] « Scholars Concerned About Film's Fallout », par Bettijane Levine, *Los Angeles Times*, 22 avril 2003.

[5] « Controversy Swirls Around Mel Gibson's 'Passion' », *Zénit*, 30 mai 2003.

[6] *Criteria for the Evaluation of the Passion*, Comité œcuménique pour les affaires inter-religieuses, Conférence épiscopale des États-Unis, 1988.

[7] David Klinghoffer est un spécialiste juif orthodoxe des relations judéo-chrétiennes. Il est l'auteur de *Why the Jews Rejected Christ : In Search of the Turning Point in Western History* (Doubleday).

[8] « Mel Gibson, 'The Passion' and critics who can't wait », par Charles Chaput, *Denver Catholic Register*, 28 mai 2003.

[9] Peggy Noonan est une ancienne collaboratrice de Ronald Reagan dont elle écrivait les discours.

[10] « It is as it was. Mel Gibson's 'The passion' gets a thumbs-up from the pope », par Peggy Noonan, *The Wall Street Journal*, 17 décembre 2003.

[11] *Dichiarazione del direttore della sala stampa della Sante Sede, dr. Joaquin Navarro-Valls*, Vatican Information Service, 22 janvier 2004.

Dénonciation internationale du « Mur »

Analyse

Il y a trois semaines, *Le Monde* publiait une tribune d'un des théoriciens de la Guerre des civilisations, Francis Fukuyama, accusant la France de déterminer sa politique étrangère sous la pression de sa communauté musulmane. Le politologue Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, est le premier intellectuel français à lui répondre dans le même quotidien. Il souligne que cette imputation ne résiste pas à l'analyse des faits et que la politique arabe de la France est constante depuis la Guerre des six jours.

Malgré les investissements du gouvernement Sharon en relations publiques, rares sont les commentateurs qui se risquent à cautionner en l'état « le mur » dont la Cour internationale de Justice de La Haye examine la légalité. Marouf Zahran, maire d'une ville palestinienne de Cisjordanie, témoigne dans le *Guardian* des conséquences pratiques de cette construction : d'abord, l'impossibilité de cultiver les terres et de commercer, puis la chute des impôts locaux et l'impossibilité d'assurer les charges publiques notamment l'électricité. Le négociateur palestinien Saeb Erekat souligne dans l'*International Herald Tribune* que l'avis de la Cour internationale de Justice clarifiera le droit et facilitera une solution du conflit si les grandes puissances le prennent en compte. *A contrario*, elle manifesterait l'impasse et fera surgir la violence si elle est ignorée.

Enfin, le philosophe Noam Chomsky décide de désigner les choses par leur nom. Il décrit l'édification du mur comme une adaptation locale de la politique des Bantoustans conduite jadis par le gouvernement d'apartheid en Afrique du Sud. Il stigmatise aussi, dans le *New York Times*, le soutien indéfectible de Washington à cette politique.

De son côté, dans le *Jerusalem Post*, l'ancien porte-parole de l'armée

israélienne, Nachman Shaï, rectifie le tir. Tout en défendant le principe du mur de séparation, il estime que le tracés actuel pose problème et qu'il faut en changer les contours. Il ne va pas cependant jusqu'à affirmer que la séparation devrait se faire en suivant la ligne verte, c'est-à-dire la frontière en vigueur de 1949 à 1967, frontière souvent présentée par les militaires comme indéfendable, et reste flou sur les modification à apporter.

Le néo-conservateur Joshua Muravchik dénonce les positions en matière internationale de John Kerry dans le *Washington Post*. Le vétéran de la guerre du Vietnam serait en fait le candidat le plus pacifiste depuis George McGovern. Il serait donc incapable de protéger les États-Unis face au péril terroriste.

L'éditorialiste Barbara Amiel, épouse de Lord Black, prend la défense de *La Passion du Christ* selon Mel Gibson dans le *Daily Telegraph*. En tant que journaliste juive, elle met en cause l'interprétation qu'en font l'American Jewish Congress et l'Anti-Defamation League et se range aux côtés des chrétiens fondamentalistes.

Réseau Voltaire

Pascal Boniface



Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignants dans les Instituts d'études politiques (IEP) de Paris et de Lille.

« Diplomatie française et principes politiques »

Source : Le Monde

Référence : « Diplomatie française et principes politiques », par Pascal Boniface, *Le Monde*, 22 février 2004.

Paris affirme son rôle grâce à son statut de pays occidental indépendant de Washington. Toutefois, pour ceux qui n'ont pas pardonné à la France de s'être opposée à la Guerre d'Irak, il faut voir dans la position française une conséquence de la présence dans l'Hexagone d'une importante communauté musulmane. C'est la grille de lecture que le politologue Francis Fukuyama [1] a développé dans **une tribune publiée par *Le Monde***.

Fukuyama commence par énoncer des faits incontestables sur la part de la population française musulmane qui est de plus en plus active politiquement, mais il les énonce dans des termes ambigus niant l'intégration de ces populations avant d'affirmer que c'est pour apaiser ces 10 % de la population que la France s'est opposée à la Guerre d'Irak. C'est une contre-vérité flagrante car si la France s'est opposée à cette guerre, c'est parce qu'elle estimait que les inspections étaient le meilleur moyen de résoudre le problème qui a servi de motif officiel à la guerre et que ce conflit ne pourrait que renforcer les mouvements terroristes. Expliquer la position française par des mobiles intérieurs permet d'occulter les véritables motifs au moment où ils sont confirmés par les faits. Soulever la question démographique est curieux car ce

n'est pas un phénomène nouveau et que cela n'avait pas empêché la France de participer à la Guerre du Golfe ou à la guerre en Afghanistan. Les modifications de la politique étrangère en fonction du poids des communautés dans l'électorat sont plutôt une spécialité états-unienne.

La politique française est constante depuis la rupture de l'alliance avec Israël au lendemain de la Guerre des six jours. La politique arabe de la France n'a pas qu'un aspect mercantile, elle a pour but de faire de la France un acteur majeur sur la scène internationale et soutient la création d'un État palestinien. Qu'on l'aime ou non, il s'agit d'une politique fondée sur la défense de principes politiques et non par des considérations communautaires, on ne saurait en dire autant de la politique américaine au Proche-Orient.

[1] Francis Fukuyama, est professeur d'économie politique internationale à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University. Il est l'auteur de *La Fin de l'histoire* et, plus récemment, de *Our Posthuman Future*. Il est administrateur de la National Endowment for Democracy et ancien administrateur de la Rand Corporation.

Marouf Zahran



Marouf Zahran est maire de la ville palestinienne de Qalqilya en Cisjordanie.

« Dans l'ombre du mur de Sharon »

Source : The Guardian

Référence : « In the shadow of Sharon's wall », par Marouf Zahran, *The Guardian*, 23 février 2004.

Ma ville, Qalqilya, est en train de suffoquer à cause du mur grotesque construit par Ariel Sharon. C'est une ville de 45 000 habitants, une ville de fermiers construite en amont de terres cultivées. Elle se trouve sur la ligne verte et, en 1967, Israël a pris 80 % de nos terres arables. Nous nous sommes débrouillés depuis avec ce qui nous restait et nous avons fini par entretenir des relations de bon voisinage avec les Israéliens. Puis est venu le mur de Sharon.

Il fait huit mètres de haut avec des barbelés et des miradors. Il nous encercle et nous coupe l'accès au reste de nos terres cultivables et au tiers de nos ressources d'eau potable. En nous séparant de nos voisins, le commerce a été anéanti et 75 % de la population est maintenant au chômage. Les impôts ne rentrent donc plus et me mettent dans l'incapacité de payer les 1,5 millions de dollars que réclame la compagnie d'électricité israélienne pour continuer à alimenter la ville.

Ce mur n'a rien à voir avec la sécurité et sert uniquement les plans de Sharon pour résoudre le « problème palestinien » en nous enfermant dans des ghettos. Si Sharon atteint son but alors Qalqilya sera le prototype du futur « État palestinien ». Pendant les trois ans qui ont précédé le seconde Intifada, très peu de citoyens israéliens ont été tués par des actes terroristes et il n'y avait pas de mur, il y avait un processus de paix. Le mur ne fait qu'accroître le soutien aux groupes extrémistes.

Les habitants de Qalqilya prient la communauté internationale de prendre des mesures dans la foulée des auditions de la Cour internationale de justice. Quand

George W. Bush rencontrera les dirigeants israéliens, il aura une occasion de gagner l'adhésion des Arabes à sa guerre au terrorisme en demandant la destruction du mur.

Saeb Erekat



Saeb Erekat est ministre des Négociations de l'Autorité palestinienne.

« Un mur qui met la justice en cage »

Source : International Herald Tribune

Référence : « A wall that cages justice », par Saeb Erekat, *International Herald Tribune*, 24 février 2004.

La Cour internationale de justice entendra lundi 23 février 2004 les arguments sur les conséquences légales du mur d'Israël. Si ce mur était vraiment une mesure de sécurité, Israël l'aurait construit le long de la ligne verte. Il aurait été plus petit, moins cher, plus facilement contrôlable et surtout légal. Mais ce mur n'est pas une question de sécurité. Il vise à s'emparer du maximum de territoires en enfermant le maximum de Palestiniens de l'autre côté.

Le mur sépare les Palestiniens et les prive de l'accès aux ressources agricoles. Il permet à 92 % des 400 000 colons illégaux vivant dans les territoires occupés de rester et d'étendre leurs colonies tandis que les Palestiniens vivant entre le mur et la ligne verte doivent obtenir une autorisation pour rester dans leur maison. Cette politique de vol de territoire n'est pas nouvelle, ce qui est nouveau, c'est qu'elle va être étudiée par un corps juridique indépendant. Israël n'a pas l'habitude de respecter les règles ou d'estimer que le droit international s'applique à lui. Pour ce pays, son occupation et son viol des Droits de l'homme palestiniens est sujet de « négociations » faisant croire qu'il s'agit d'une discussion entre acteurs égaux. Les décisions de la Cour de justice de La Haye offriront une occasion à la communauté internationale de structurer une nouvelle initiative de paix fondée sur le droit. Si la communauté internationale ne respecte pas les avis de la Cour, elle dissuadera les Palestiniens d'obtenir une solution non-violente.

Noam Chomsky



Noam Chomsky est professeur

« Un mur comme une arme »

Source : New York Times

Référence : « A Wall as a Weapon », par Noam Chomsky, *New York Times*, 23 février 2004.

Les gouvernements ont le réflexe de mettre en avant les préoccupations de sécurité quand ils entreprennent des actions controversées. C'est souvent un prétexte pour justifier quelque chose ayant d'autres motivations. C'est le cas de la soi-disant « barrière de sécurité » d'Israël étudiée aujourd'hui

de linguistique à l'université du Massachusetts. Intellectuel engagé, il a pris depuis longtemps position contre l'impérialisme états-unien.

à la Cour de justice de La Haye.

Nul n'aurait critiqué le droit d'Israël de se protéger, même en construisant un mur, si celui-ci avait respecté le tracé de la ligne verte établi après la Guerre de 1948-1949. On notera d'ailleurs que, bien que le Royaume-Uni soutienne l'opposition de « l'Amérique » au procès de La Haye, **Jack Straw** a affirmé que la barrière était illégale et une commission parlementaire britannique a demandé à ce que la barrière respecte le tracé de la frontière antérieure à 1967.

En réalité, l'objectif de ce mur est de prendre possession des territoires palestiniens et de former des Bantoustan, imitant ainsi la politique de l'Afrique du Sud durant l'apartheid. Aujourd'hui, avant même la construction du mur, la population palestinienne est, selon l'ONU, regroupée dans 50 enclaves déconnectées les unes des autres. Le mur va couper la Cisjordanie en 16 enclaves isolées regroupant les 42 % des territoires qu'**Ariel Sharon** est prêt à céder pour former un État palestinien.

Le mur a permis la captation des terres les plus fertiles de la Cisjordanie et a étendu le contrôle israélien sur les ressources d'eau alors que la population indigène souffre déjà d'un manque d'eau potable. De son côté, Gaza est aujourd'hui une cage où un million de Palestiniens survivent difficilement. Il ne faut pas appeler cela une politique israélienne, mais une politique israélo-américaine car elle n'a été rendue possible que par le soutien sans compromis de Washington à Israël. Le tribunal de La Haye déclarera sans doute le mur illégal, mais cela ne changera rien. Le seul changement peut venir des États-Unis.

Nachman Shaï

Nachman Shaï est directeur général de l'United Jewish Communities-Israël et il a été le porte-parole de l'armée israélienne pendant la Guerre du Golfe.

« La bonne barrière - 2004 »

Source : Jerusalem Post

Référence : « The good fence - 2004 », par Nachman Shaï, *Jerusalem Post*, 22 février 2004.

La barrière construite entre Israël et l'Autorité palestinienne a un impact sur les relations avec les Palestiniens et avec toute la communauté internationale. Elle est construite pour les mêmes motifs que celle qui nous sépare du Liban.

Ariel Sharon n'en voulait pas, mais elle lui est désormais liée. Elle forme une séparation qui inclut le maximum de colonies juives et exclut le maximum de résidents palestiniens. Les Israéliens veulent une barrière, mais ils ne voulaient pas de celle-là. En effet, elle trace une nouvelle frontière avec les Palestiniens et suscite tant de résistance. Le tracé devra certainement être modifié car il inclut des dizaines de milliers de Palestiniens.

Actuellement, cette barrière ne satisfait personne, ni les colons, ni la gauche israélienne, ni les Palestiniens désirant un accord, ni les terroristes palestiniens, ni les États-Unis, ni l'Union européenne. Par le passé, les barrières à nos frontières ont eu de bons résultats en matière de sécurité et il faut que celle-ci, qu'elle soit permanente ou non, en ait également. Il faut donc ajuster son tracé

aux questions de sécurité et aux besoins de la population. Si nous y parvenons, elle peut être la base d'un accord israélo-palestinien.

Joshua Muravchik



Joshua Muravchik, néo-conservateur déclaré, est membre de l'American Enterprise Institute, du Washington Institute for Near East Policy et de la National Endowment for Democracy. Il est l'auteur de *Heaven on Earth : The Rise and Fall of Socialism*.

« La colombe à l'intérieur de Kerry »

Source : Washington Post

Référence : « Kerry's Inner Dove », par Joshua Muravchik, *Washington Post*, 23 février 2004

La victoire du héros du Vietnam **John Kerry** sur **Howard Dean** alors que **George W. Bush** doit justifier de son activité dans la Garde nationale durant la même période offre un avantage au candidat démocrate, mais cet avantage n'avait pas suffi à l'époque pour **George McGovern**. Bien qu'honoré durant la Seconde Guerre mondiale, celui-ci avait paru trop faible sur la question de la sécurité nationale. Ce n'est pas forcément le cas de Kerry même si celui-ci est le candidat démocrate le plus pacifiste depuis McGovern.

Alors dirigeant des Vétérans contre la guerre, il avait accusé les soldats américains de commettre des crimes de guerre avec l'approbation quotidienne de leurs supérieurs. Il s'est prononcé pour le gel des programmes nucléaires à partir de son élection au Sénat en 1984 et a affronté politiquement le faucon démocrate Sam Nunn sur le financement de la défense antimissile. Kerry s'est souvent prononcé contre les programmes militaires et contre ce qu'il appelle le « *complexe militaro-industriel qui engouffre l'argent des contribuables* ». Kerry a été l'un des principaux opposants à l'invasion de Grenade et à l'aide aux Contras au Nicaragua. Il entama même des négociations personnelles avec les Sandinistes.

Kerry a également voté contre la Guerre du Golfe, croyant que les sanctions économiques suffiraient à ce que l'Irak quitte le Koweït. Il a voté cette fois-ci pour la Guerre d'Irak, mais le déplore aujourd'hui et il a refusé de voter en faveur des 87 milliards de dollars demandés par l'administration Bush pour la reconstruction du pays.

Kerry a laissé le rôle de l'activiste à Dean et fera campagne au centre, mais il ne pourra pas totalement occulter ses prises de positions passées durant la campagne. Son héroïsme durant la guerre rassurera peut-être l'électorat, mais cela peut-être insuffisant face à la crainte du terrorisme et de la prolifération nucléaire.

Barbara Amiel



Ancienne éditorialiste du *Times*, Barbara Amiel est éditorialiste du *Daily Telegraph* et vice-présidente du groupe de presse Hollinger. Elle est l'épouse de l'ancien PDG du groupe, Lord Conrad Black of Crossharbour.

« La "Passion du Christ" de Mel Gibson est un acte de foi, pas de haine »

Source : Daily Telegraph

Référence : « Mel Gibson's 'Passion of Christ' is an act of faith, not hatred », par Barbara Amiel, *Daily Telegraph*, 23 février 2004.

Les publicités annonçant la prochaine sortie de film de Mel Gibson, *La passion du Christ*, peuvent facilement être tournées en dérision, tout comme l'est la location de salles par des pasteurs évangéliques pour leur congrégation ou les déclarations sur le film de son acteur principal James Caviezel. Le film, qui décrit les douze dernières heures de la vie de Jésus et dont le budget de 30 millions de dollars a été principalement financé par Mel Gibson lui-même, a commencé comme une blague à Hollywood et est sur le point de devenir un des succès du box-office.

Cela ne devrait être que positif on suppose puisqu'il s'agit d'une question centrale pour la Chrétienté et que c'est là-dessus que s'appuient bien des aspects positifs de notre civilisation. Mais les juifs, ou au moins, certains juifs, ne semblent pas le penser. L'*American Jewish Congress* craint que le film n'inclut le verset de l'Évangile selon Saint Matthieu où Pilate dit à la foule des juifs qui a préféré gracier Barabas à Jésus « *Que les conséquences de sa mort retombent sur nous et sur nos enfants* ». Ce verset a causé d'ignobles problèmes pour les juifs jusqu'au Troisième Reich.

Toutefois, Vatican II a amnistié les juifs, jugeant que c'était l'humanité dans son ensemble qui avait tué Jésus, et en tant que juive moi-même, je ne me sens pas responsable. Abraham Foxman, de l'Anti-Defamation League, s'est pourtant déclaré choqué par le film qui présenterait les juifs, et quelques Romains, comme les seuls personnages négatifs de l'histoire. Ce faisant, il attise l'intérêt pour le film de personnes qui n'auraient pas forcément été voir un film en araméen et en latin. Personne ne peut vraiment croire qu'un film suffit à réveiller l'antisémitisme latent. Quand les juifs construisent des mémoriaux de l'Holocauste, ils le font pour se souvenir d'un élément important de leur histoire, pas pour attiser la haine anti-allemande. De même, Mel Gibson cherche à faire reparler de sa foi à une époque où la chrétienté s'affaiblit.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Païement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .